

Pêcheurs et écologistes mobilisés pour le début des négociations

© 15/12/2014 |  Terre-net Média

Bruxelles, 15 déc 2014 (AFP) - Pêcheurs et militants écologistes ont mis sous pression lundi les ministres européens de la Pêche, sommés de concilier intérêts du secteur et conservation des poissons, à l'amorce de difficiles négociations sur les taux de captures pour 2015.

« Cela va être difficile », a relevé à son arrivée à la réunion, qui doit se prolonger mardi, la ministre espagnole de l'Agriculture, Isabel Tejerina. « De notre point de vue, l'interprétation de la Commission européenne est très stricte » et « nous croyons qu'il y a des marges pour les améliorer » au profit des pêcheurs, a-t-elle souligné.

Pour l'Atlantique et la mer du Nord, l'exécutif européen propose d'augmenter ou maintenir les quantités de pêche autorisées pour 29 stocks et de les réduire pour 40 stocks, notamment pour la sole, l'églefin et le cabillaud. La Commission invoque les prescriptions de la politique commune de pêche (Pcp), réformée en 2013 pour lutter contre la surexploitation des ressources halieutiques, affectant 40 % des stocks en Atlantique et Mer du Nord.

La nouvelle Pcp prévoit que les taux de captures (Tac) soient fixées de manière à assurer la pérennité des espèces d'ici 2020, et dès que possible à partir de 2015, tout en tenant compte de l'impact socio-économique. Invoquant les progrès en cours contre la surpêche, les organisations professionnelles et grands pays pêcheurs - Espagne, France et Royaume-Uni - veulent étaler les mesures nécessaires. « Nous voulons voir les stocks pêchés aux niveaux de rendement maximal durable, mais nous voulons aussi voir les pêcheurs prendre la mer », a rappelé lundi Europêche, qui regroupe des organisations nationales d'entreprises de pêche de l'UE.

De leur côté, les Ong environnementales, dont Greenpeace, la Fondation Pew ou Oceana, sont mobilisées contre tout délai. Dans une lettre signée par 137 organisations, elles demandent aux ministres de « refuser la facilité de reporter les efforts à plus tard »

Pour asséner le message, des activistes de Greenpeace ont déployé lundi matin une banderole représentant des fonds marins déserts, frappés de l'inscription « empty » (vide), devant le bâtiment où se tient la réunion des ministres.

Le Premier ministre français, Manuel Valls, avait assuré au début du mois que la France défendra des Tac tenant compte de « l'impact économique sur la filière ». Il avait prôné de dépasser l'« opposition stérile entre "les défenseurs des poissons" et les "défenseurs des pêcheurs" ».